

Introduction

Changements de perspectives sur la pauvreté et les inégalités: l'apport de la *Revue internationale du Travail*

Gerry RODGERS*

Résumé. Cette introduction présente une sélection d'articles de la *Revue internationale du Travail* qui illustrent l'évolution de la recherche sur la pauvreté et les inégalités au cours du siècle dernier. Si ces sujets n'ont été abordés qu'occasionnellement au cours des premières décennies de l'histoire de la *Revue*, leur présence s'est accrue dans les articles publiés à partir des années 1970, notamment du fait des recherches menées dans le cadre du Programme mondial de l'emploi de l'OIT. Puis, dans les années 1990, les articles ont porté sur les concepts de pauvreté et d'exclusion sociale et sur l'impact des réformes économiques; plus récemment il s'est agi d'inscrire la question des inégalités économiques et sociales dans le cadre d'analyses plus larges de la croissance et du développement. Aujourd'hui, un vaste champ d'exploration reste ouvert à toute une diversité d'approches de la pauvreté et des inégalités.

Mots-clés: pauvreté, inégalités, exclusion sociale, développement économique, emploi, répartition des revenus, besoins essentiels, discrimination.

Pauvreté et inégalités sont des notions différentes, mais intimement liées. La pauvreté est souvent comprise en termes absolus, mais il est préférable de la considérer comme l'impossibilité d'atteindre un niveau de vie minimum, au regard des possibilités existantes et des priorités en vigueur dans la société où l'on vit. En ce sens, la pauvreté est relative et n'est qu'un aspect des inégalités sociales et économiques. Les inégalités ont également de nombreuses facettes,

* Ancien fonctionnaire du BIT, actuellement professeur invité à l'Institut pour le développement humain de New Delhi, et chercheur invité à l'Université fédérale de Paraíba, João Pessoa, Brésil, courriel: gerry.rodgers@cantab.net. L'auteur tient à remercier Janine Rodgers et Tzehainesh Teklè pour leurs commentaires sur une première version de cet article.

Les articles paraissant dans la *Revue internationale du Travail* n'engagent que leurs auteurs, et leur publication ne signifie pas que le BIT souscrit aux opinions qui y sont exprimées.

avec non seulement des différences de revenu et de richesse, mais aussi des disparités de statut, d'accès et d'opportunités. La pauvreté n'est que l'une des nombreuses conséquences des inégalités, mais les sociétés inégalitaires sont plus exposées à la pauvreté.

Bien qu'interconnectés, ces deux concepts ont suivi des trajectoires différentes dans l'histoire de la *Revue internationale du Travail*. En un sens, la préoccupation des inégalités sous-tend une grande partie du travail de l'OIT. Après tout, la répartition inégale de la valeur constituée entre le capital et le travail est à l'origine des mouvements sociaux de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle et, dans leur sillage, de la création de l'OIT. La répartition plus équitable des bénéfices du travail est un élément central de l'objectif primordial de la justice sociale. Mais c'est en vain que l'on cherchera une analyse systématique des mécanismes à l'origine des inégalités dans les pages de la *Revue* au cours des années qui suivent sa création en 1921. Pourtant, c'était l'époque des «barons voleurs», où la part du revenu et du patrimoine des plus riches atteignait des sommets historiques en Europe et aux États-Unis d'Amérique¹, sans parler des inégalités entre les puissances coloniales et les populations colonisées. Les inégalités se sont quelque peu atténuées entre les deux guerres mondiales, mais ce n'est qu'après la seconde guerre mondiale que l'on a observé une évolution décisive vers plus d'égalité.

Durant ses premières années, lorsque les inégalités étaient à l'ordre du jour de la *Revue*, il s'agissait surtout de concevoir des institutions et des politiques visant à promouvoir les intérêts des travailleurs et à prévenir les injustices, à réduire les désavantages sociaux et à proscrire l'exploitation – sujets qui ont été abordés dans de nombreux articles. Un article de 1936 a toutefois examiné la question plus large des inégalités de revenu. Il a été écrit par Ursula Hicks (1936), l'une de ces nombreuses et éminentes économistes des universités d'Oxford et de Cambridge et de la London School of Economics qui ont fait changer la pensée économique entre les années 1930 et les années 1950. Spécialiste des finances publiques, Hicks a observé de quelle façon la politique budgétaire et les dépenses sociales ont modifié la répartition générale des revenus en Grande-Bretagne dans les années 1920 et au début des années 1930, concluant à l'existence d'un «mouvement d'égalisation des revenus légèrement plus marqué qu'au cours d'aucune autre période antérieure» et que cela avait contribué à stabiliser l'économie (Hicks, p. 660). Son article a une tonalité très moderne. Mais près de trente ans devaient s'écouler avant que le sujet ne soit développé plus avant dans la *Revue*.

S'agissant de la pauvreté, l'histoire est toute autre. La Déclaration de Philadelphie, adoptée par l'OIT en 1944, proclamait que «la pauvreté, où qu'elle existe, constitue un danger pour la prospérité de tous»². Cette proclamation est intéressante pour plusieurs raisons. La première est que, si on la prend comme un état de fait, elle est manifestement fausse: pauvreté et prospérité

¹ Documenté de manière assez détaillée par Piketty (2013).

² BIT, Déclaration concernant les buts et objectifs de l'Organisation internationale du Travail (Déclaration de Philadelphie), adoptée à Philadelphie, PA, le 10 mai 1944 (annexée à la Constitution de l'OIT en 1946), partie I c).

ont toujours coexisté et l'on a même pu prétendre que la prospérité des uns est souvent fondée sur la pauvreté des autres. Pour ce qui est des articles de la *Revue* rassemblés dans ce numéro du centenaire, on peut dire que la pauvreté en tant que telle était largement absente des préoccupations de l'OIT dans les premières décennies de son existence, et que cela se reflétait dans les sujets traités par la *Revue*. Durant cette période, un fort courant de travaux universitaires sur la pauvreté en développait le concept et en mesurait l'incidence. Ainsi, les célèbres études de Rowntree sur la pauvreté à York, qui sont largement citées³. Cependant, bien que Rowntree lui-même ait publié un article dans la *Revue* au cours de la première année de son existence (Rowntree, 1921), le sujet n'en était pas la pauvreté mais l'indemnisation du chômage. Bien sûr, le chômage était une cause importante de pauvreté, et l'indemnisation du chômage pouvait donc être un élément précieux d'une politique de lutte contre la pauvreté. Mais, comme pour le traitement des inégalités, l'attention s'est concentrée sur certains leviers du changement, tels que l'amélioration de la sécurité et de la santé, les conditions de travail ou le salaire minimum, plutôt que sur le problème de la pauvreté lui-même.

En fait, la voie vers une prise en considération plus large de la pauvreté est passée par le développement de la sécurité sociale. Dans l'entre-deux-guerres, les travaux de l'OIT étaient axés sur l'assurance sociale qui, de par sa nature contributive et son lien à l'emploi, ne touchait guère la masse des pauvres. Elle se distinguait de l'«assistance aux indigents», qui était considérée comme une forme de charité. Mais avec le temps, et surtout pendant la Grande Dépression des années 1930, une conception plus large de sécurité sociale a gagné du soutien, qui incluait une assistance sociale non contributive en tant que moyen direct de répondre aux besoins des ménages pauvres⁴. En 1941, la *Revue* a publié un article clé d'Oswald Stein, chef de la section des assurances sociales du BIT, qui exposait cette vision plus large (Stein, 1941), vision qui a ensuite été intégrée dans la Déclaration de Philadelphie.

Néanmoins, cela n'a pas fait entrer l'analyse de la pauvreté dans le cours principal de la *Revue*. En effet, le sujet est resté périphérique, même dans les articles traitant de la sécurité sociale, jusqu'à ce que l'OIT commence à s'intéresser aux questions de développement, surtout à partir des années 1960. Il en est allé de même pour les travaux sur les inégalités.

Le point d'inflexion a été le lancement du Programme mondial de l'emploi en 1969. Dans la pratique, les préoccupations de ce programme s'étendent bien au-delà de l'emploi. Au cours des premières années, une série de grandes missions dans les pays ont proposé des stratégies générales de développement dont la réduction de la pauvreté et des inégalités était un élément central. Parallèlement à ces missions, un vaste programme de recherche abordait toute une série de sujets, dont la répartition des revenus. En 1973, la *Revue* a publié un panorama des modèles de développement et de répartition des

³ Rowntree (1901), étude basée sur une enquête sur les ménages pauvres de York en 1899, suivie d'une nouvelle enquête dans les années 1930 (et d'une autre dans les années 1950).

⁴ Pour un examen de cette évolution, voir le chapitre sur la protection sociale dans Rodgers *et al.* (2009, pp. 139-170).

revenus, rédigé par Felix Paukert, qui dirigeait le programme de recherche du BIT sur la répartition des revenus et l'emploi (Paukert, 1973). Il faisait suite aux travaux pionniers de Simon Kuznets sur la répartition des revenus, qui avait compilé des données sur les inégalités dans un certain nombre de pays au cours des années 1950 et 1960, et avait suggéré une courbe selon laquelle, à mesure du développement économique, les inégalités se creuseraient dans un premier temps pour s'atténuer ensuite⁵. Paukert a documenté et discuté plus avant cette proposition, dont il a étendu la base empirique, son article devenant une référence pour de nombreux travaux ultérieurs sur le sujet.

Le programme de recherche du BIT sur la répartition des revenus a également exploré les déterminants structurels et les conséquences des inégalités dans le développement. Dans un article de la *Revue*, Jacques Lecaillon et Dimitrios Germidis (1976) passent en revue les différents aspects des inégalités, ainsi que leur inscription dans la structure économique de plusieurs pays africains francophones. Lecaillon était professeur de sciences économiques à l'Université de Paris I, et Germidis à l'Institut d'études du développement économique et social (IEDES) de la même université. Ils ont examiné les différences de revenus entre zones urbaines et zones rurales et leurs conséquences sur les migrations, les différences entre travail formel et travail informel, et les disparités entre les secteurs de l'économie. Ils ont aussi analysé les implications pour l'épargne et l'investissement pour conclure que les objectifs en matière de répartition des revenus devaient être intégrés dans la planification du développement.

La réduction de la pauvreté était un thème constant dans les travaux du Programme mondial de l'emploi, mais les choses ont pris une tournure particulière après l'approbation par la Conférence mondiale de l'emploi de 1976 de la stratégie visant à la satisfaction des «besoins essentiels» (BIT, 1976). Concrètement, satisfaire les besoins essentiels revenait à éliminer la pauvreté, sur la base d'un concept large et multidimensionnel, allant au-delà de la nourriture et du logement pour englober toute une série d'autres besoins, notamment l'éducation, la santé et la participation sociale.

Dans les années qui ont suivi la Conférence mondiale de l'emploi, de nombreux articles de la *Revue* ont développé ce concept ou l'ont appliqué aux politiques nationales de développement. Aucun article ne rend compte à lui seul de l'ampleur de cette recherche, mais celui de Glen Sheehan et Mike [Michael] Hopkins (1978) – membres d'un vaste groupe de jeunes chercheurs recrutés pour travailler sur les fondements analytiques du Programme mondial de l'emploi – a constitué la toute première tentative de rassembler des données d'ensemble pour dresser un état de la satisfaction des besoins fondamentaux dans le monde, des différences entre les pays et les régions, des tendances à l'œuvre et des divers déterminants clés.

L'accent mis sur les besoins fondamentaux a progressivement été éclipsé au cours des années 1980, mais les travaux du Programme mondial de l'emploi durant cette période ont été suivis de nombreuses publications sur l'impact

⁵ Voir Kuznets (1955) et les écrits ultérieurs de cet auteur.

des politiques et des relations d'ordre social et économique sur la pauvreté, l'emploi et les inégalités. Assefa Bequele et Rolf [Rolph] van der Hoeven (1980), également membres de l'équipe de recherche de ce programme, ont examiné les raisons de la persistance de la pauvreté et des inégalités en Afrique subsaharienne, et même de leur aggravation dans certains pays. La faible croissance économique ne fournissait qu'une partie de l'explication. La structure déséquilibrée des économies africaines, encore conditionnée par leur passé colonial, restait une source majeure d'inégalités, renforcée par les distorsions des politiques publiques à l'encontre des pauvres, notamment en matière d'investissement public, d'éducation, de santé et de technologie.

Rodgers (1983) a étudié la relation entre croissance démographique, inégalité et pauvreté. L'OIT s'intéresse depuis longtemps aux conséquences de la croissance démographique sur le travail et le bien-être. Cet intérêt remonte au moins à un article de la *Revue*, signé Colin Clark (1953), qui exprimait une vision optimiste de la capacité du monde à atteindre des niveaux de vie élevés avec une population plus nombreuse. Dans l'article de 1983, qui s'appuyait sur une activité de recherche du Programme mondial de l'emploi sur la population et l'emploi, l'auteur se demandait si des taux élevés de croissance démographique étaient susceptibles d'entraîner une plus grande inégalité, en raison de leurs effets sur l'offre de travail, l'utilisation des terres, l'épargne et l'investissement, et les services publics. Il s'agit d'un point de vue courant, mais une analyse transnationale n'a pas confirmé l'hypothèse selon laquelle une moindre croissance démographique induirait une réduction des inégalités et serait avantageuse à long terme pour les pauvres. L'inégalité est ancrée dans les systèmes de production et, bien que la croissance démographique puisse jouer un rôle dans la transformation des rapports de production, il n'est pas possible de s'attaquer aux inégalités structurelles par le moyen de politiques démographiques. Il a toutefois été prouvé que si les politiques de réduction des inégalités sont efficaces elles pourraient bien induire un fléchissement de la croissance démographique.

Rizwanul Islam, qui dirigeait l'Équipe régionale asiatique pour la promotion de l'emploi, antenne du Programme mondial de l'emploi à New Delhi, a fourni une vision plus large de la relation entre la pauvreté rurale en Asie et les politiques et performances macroéconomiques (Islam, 1990). Les résultats en matière de réduction de la pauvreté rurale varient considérablement d'un pays à l'autre et, si une croissance élevée est utile, elle n'est en aucun cas suffisante. La croissance doit être associée à la création d'emplois et les politiques doivent se concentrer sur la pauvreté. La croissance de la production agricole ne réduit la pauvreté rurale que si des mesures sont prises pour inclure les petits agriculteurs et protéger les travailleurs salariés. L'industrialisation rurale n'a joué qu'un rôle minime, sauf en Chine, et l'industrialisation urbaine, notamment par le biais de la substitution des importations, a généré un petit nombre d'emplois et a eu peu d'effets indirects sur la pauvreté rurale.

À la fin des années 1980, l'effondrement du système socialiste en Europe de l'Est a fait naître une nouvelle préoccupation: la pauvreté dans ce qui a rapidement cessé d'être l'Union soviétique. La situation a été dramatique au

début des années 1990, lorsque les revenus réels se sont effondrés face aux ruptures d'approvisionnement et à l'augmentation des prix, ce qui a causé une explosion de la pauvreté extrême. Natalia Tchernina, chercheuse à l'Institut d'économie et d'ingénierie industrielle de Novossibirsk, a analysé la situation en détail (Tchernina, 1994). Les réformes économiques avaient miné les sources de revenus existantes, qu'il s'agisse de l'emploi ou des prestations publiques. On a estimé que, pendant l'été 1992, de 33 à 40 pour cent de la population vivaient au-dessous du seuil de pauvreté, phénomène touchant en particulier les personnes âgées de plus de 55 ans, les travailleurs non qualifiés, les ouvriers agricoles, les personnes n'ayant pas un niveau d'instruction élevé, les femmes dans presque toutes les catégories professionnelles, les scientifiques et les travailleurs des services sociaux. Tchernina a examiné les conséquences de la disparition soudaine d'un régime de travail dans lequel l'emploi était garanti et la pauvreté presque invisible, et elle a souligné les vulnérabilités de diverses catégories de la population face au chômage et à la pauvreté sur le nouveau marché du travail.

Entre-temps sont apparues de nouvelles visions du concept même de pauvreté. La notion d'exclusion sociale, qui trouve ses racines dans la littérature sociologique française, a été adoptée par la Commission européenne comme base de son programme sur la pauvreté dans les années 1980. Un projet de l'Institut international d'études sociales a approfondi cette notion, notamment en ce qui concerne son application dans les pays en développement. Dans le cadre de ce projet, une contribution importante à la réflexion est venue des travaux de Hilary Silver, professeure de sociologie à l'Université de Brown. Dans l'article de la *Revue* qu'elle signe en 1994, Silver trace un cadre théorique au sein duquel appréhender l'exclusion sociale dans diverses sociétés. Elle identifie trois paradigmes – des «idéaltypes» au sens sociologique – qui découlent des modèles observés dans différents pays: la «solidarité», où un modèle central «républicain» domine le discours social et où l'exclusion se produit lorsque le lien social – la solidarité sociale – est rompu; la «spécialisation», qui reflète un ordre social individualiste et libéral, avec pluralité de groupes sociaux et diversité des modèles d'inclusion et d'exclusion; le «monopole», dans lequel l'exclusion provient du jeu mutuel des pouvoirs de classe, statutaires et politiques, et qui sert les intérêts de ceux qui sont «inclus». Le lien entre l'exclusion et la pauvreté, voire le contenu de la pauvreté, diffère selon le paradigme. Pour chacun d'eux, Silver a exploré les formes d'exclusion économique qui conduisent à la pauvreté, aux inégalités et au dénuement: par la faiblesse des liens sociaux et des institutions d'intérêt collectif dans le cas de la solidarité; par les mécanismes du marché et l'exclusion de l'assurance sociale dans le cas de la spécialisation; et par les segmentations structurelles dans le cas du monopole.

Ce cadre d'analyse a des implications importantes pour l'examen des systèmes de protection sociale et de la politique sociale, puisque leur efficacité dépend de leur congruence avec les sources d'exclusion; en effet, leur conception dépend de la manière dont est conçu le lien entre la société et ses citoyens. L'Institut international d'études sociales a aussi contribué aux

débats du Sommet mondial pour le développement social de 1995, qui avait notamment fixé comme objectifs de la communauté mondiale l'intégration sociale, ainsi que le plein emploi et l'élimination de la pauvreté. Néanmoins, l'intégration sociale n'est pas exactement l'inverse de l'exclusion sociale, et cette approche n'a eu qu'un effet limité sur les travaux ultérieurs de l'OIT.

Un autre article important, publié dans la *Revue* en même temps que celui de Silver, a pour auteurs Peter Lee et Peter Townsend, respectivement chercheur et professeur de politique sociale à l'Université de Bristol (Lee et Townsend, 1994). Townsend était à la pointe de l'analyse de la pauvreté au Royaume-Uni. Son livre de 1979, *Poverty in the United Kingdom*, est devenu une référence classique sur le sujet. Dans ses premiers travaux, il a également élaboré le concept de «privations multiples» pour caractériser les situations de pauvreté. Il considérait lui-même ce vocabulaire comme un euphémisme pour une analyse de classe, mais il a beaucoup en commun avec d'autres approches multidimensionnelles de la pauvreté, notamment l'approche des besoins essentiels. L'article de Lee et Townsend est important parce qu'il documente et analyse ce qu'il est advenu des pauvres sur le marché du travail à Londres à l'apogée de la révolution néolibérale conduite sous l'égide de Margaret Thatcher, alors Premier ministre. Il s'appuie sur deux enquêtes menées auprès des mêmes ménages, l'une en 1985/1986 et la seconde en 1991/1992. Ces enquêtes ont été utilisées pour observer l'évolution de la situation des personnes faiblement rémunérées et des chômeurs. Les auteurs ont mis en évidence un éloignement de l'emploi à plein temps: des hommes vers la retraite anticipée, l'invalidité, le chômage et l'emploi à temps partiel; des femmes vers le travail domestique non rémunéré, la retraite anticipée et le travail à temps partiel. Les inégalités de revenu se sont creusées et, selon les auteurs, la tendance dominante est à la polarisation et à l'aggravation des privations/du dénuement.

Dans les articles de la *Revue*, la pauvreté et les inégalités s'inscrivent nécessairement dans le même cadre d'analyse que l'exclusion et le dénuement. Il en est ainsi d'un article d'Amartya Sen datant de 1997; l'un des nombreux articles qu'il a rédigés pour la *Revue* au fil des ans. Sen, qui était alors professeur d'économie à l'Université de Harvard et qui allait recevoir le prix Nobel d'économie l'année suivante, avait un long compagnonnage avec l'OIT. Son ouvrage sur la pauvreté et les famines (Sen, 1981) a été publié sous les auspices du BIT, et il a également contribué à la recherche sur la technologie et le développement dans le cadre du Programme mondial de l'emploi. Il a beaucoup écrit sur les inégalités. L'article inclus dans ce numéro du centenaire est une réflexion sur la signification de l'inégalité, qui se manifeste dans de nombreux champs différents (Sen, 1997). La répartition des revenus n'est qu'un aspect de l'inégalité économique – il existe une inégale vulnérabilité face au chômage, par exemple – et Sen examine notamment l'inégalité en matière de santé et de participation politique. Il étudie plus en détail les privations et les exclusions associées au chômage endémique et explore les possibilités politiques existantes, en exposant les raisons pour lesquelles elles étaient alors perçues différemment en Europe et aux États-Unis.

En 2007, Anthony [Tony] Atkinson a publié dans la *Revue* un article sur les inégalités de revenus dans les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Atkinson, professeur d'économie à la London School of Economics et chercheur principal au Nuffield College de l'Université d'Oxford, a été un auteur prédominant dans le domaine des inégalités économiques, et ce pendant plus de quarante ans. Avec sa puissante analyse empirique, son livre *Inequality: What Can Be Done?* (Atkinson, 2015) est désormais un classique en la matière. Dans son article de 2007, il cherche à expliquer pourquoi les inégalités salariales se sont fortement accentuées dans les pays de l'OCDE. Il jette un regard critique sur le «consensus» théorique selon lequel cette évolution résulte, d'une part, de la mondialisation, les travailleurs non qualifiés des pays à haut revenu étant exposés à la concurrence mondiale, et, d'autre part, du progrès technique qui favorise la demande de travailleurs qualifiés. Exploitant des données provenant d'une douzaine de pays, il constate que la dispersion des gains évolue différemment d'un pays à l'autre, mais que la tendance la plus constante est l'augmentation de la part du haut de l'échelle salariale. Selon lui, cette évolution reflète à la fois un changement des normes de rémunération dans les organisations hiérarchiques (le rapport entre les salaires les plus élevés et les autres augmente) et une augmentation de la part des revenus perçus dans différents domaines par les «superstars» qui bénéficient du progrès technique et du commerce international qui concentrent les rentes d'une minorité de travailleurs (Atkinson, 2007, pp. 62-63).

Ces dernières années, on a de plus en plus intégré la question des inégalités dans une analyse plus large de la croissance et du développement, comme en témoignent les deux derniers articles inclus dans ce numéro du centenaire. Le premier porte sur le modèle de croissance et de transition en Chine (Lu et Gao, 2011). Ming Lu, professeur d'économie à l'Université Fudan de Shanghai, et Hong Gao, doctorant dans la même université, ont pleinement intégré à leur analyse l'évolution de la répartition des revenus. Les inégalités de revenus se sont creusées en Chine entre 1980 et 2008 au moins, avec à la fois un accroissement de l'écart entre salaires urbains et salaires ruraux et une plus forte dispersion des salaires urbains. Selon les auteurs, cela reflète, dans une large mesure, une réforme du régime de travail allant dans le sens d'une plus grande libéralisation du marché du travail, avec une tendance à maintenir les salaires à un faible niveau afin d'assurer la compétitivité des exportations. La productivité ayant augmenté plus rapidement que les salaires, la part des salaires a diminué. Les auteurs identifient une série de conséquences négatives du creusement des inégalités de revenus, notamment un ralentissement de la croissance de la consommation intérieure et une augmentation de la pauvreté. Le point important ici est que la configuration et la tendance des inégalités conditionnent l'orientation générale de la croissance et du développement.

Le dernier article, rédigé par Germán Alarco (2016), part également du principe que le modèle de croissance et de développement est intimement associé à la répartition des revenus. Alarco est enseignant chercheur à l'École doctorale de l'Université du Pacifique, à Lima; il a aussi occupé des fonctions politiques de haut niveau au sein du gouvernement péruvien. Son article examine le modèle de croissance à long terme en Amérique latine en prenant

comme point de départ les travaux de l'école française de la régulation⁶. Pour les régulationnistes, le modèle des inégalités, et en particulier les parts relatives des salaires et des profits, est une caractéristique d'un régime de croissance, lui-même établi sur un processus d'accumulation du capital et conditionné par les interactions entre les institutions sociales qui régissent les relations de travail, la finance, la concurrence et le rôle des pouvoirs publics. Alarco s'est concentré sur la part des salaires, cherchant à savoir si les économies latino-américaines étaient axées sur les salaires ou sur les profits, ce qui a des implications évidentes sur la répartition des bénéfices de la croissance. Bien que cet article repose sur un cadre théorique et empirique différent de celui de l'article sur la Chine, on constate des éléments communs; Lu et Gao (2011) soutiennent implicitement qu'il est nécessaire de passer à un régime de croissance tirée par les salaires en Chine. Alarco estime un modèle de croissance et de répartition pour seize économies d'Amérique latine et remarque que la plupart, mais pas toutes, ont des régimes de croissance économique principalement tirée par les salaires, ce qui suggère que les politiques qui accroîtraient la part des salaires seraient propices à la croissance économique.

Au cours d'un siècle d'existence de la *Revue*, les attitudes et la recherche sur la pauvreté et les inégalités ont radicalement changé. Bien qu'il y ait eu un courant de recherche sur ces questions au cours des premières décennies, leur importance s'est considérablement accrue avec l'émergence de la question du développement dans les années 1960 et 1970. Une grande partie de la littérature sur le développement s'est concentrée sur la pauvreté plutôt que sur les inégalités, partant de l'idée que les inégalités se croiseraient inévitablement dans les phases initiales du développement économique, mais que la pauvreté serait atténuée par «effet de ruissellement» et que les inégalités finiraient par se combler. Cependant, dans leur ensemble, les recherches dont il était fait état dans la *Revue* n'étaient pas en ligne avec cette vision. En effet, de nombreux articles traitaient aussi des modèles d'inégalité, ou considéraient les inégalités et la pauvreté conjointement, comme un problème commun. Néanmoins, la pauvreté a dominé l'ordre du jour international jusque dans les années 1990.

Cependant, à mesure que s'accumulaient les preuves de l'aggravation des inégalités, sans aucun indice de renversement automatique de tendance en faveur d'un modèle de croissance plus équitable, les préoccupations à ce propos se sont intensifiées. L'aggravation a d'abord été masquée dans les statistiques mondiales par l'augmentation des revenus en Chine et en Inde, mais la création de bases de données systématiques a permis d'identifier une tendance générale à l'accentuation de la dispersion des revenus au sein des pays, à la diminution de la part des salaires et, surtout, à la captation des bénéfices de la croissance par une petite fraction de la population: le décile, voire le centile supérieur. Il est ainsi devenu de plus en plus évident que le modèle de production mondiale dans son ensemble, de même que sa contribution aux objectifs humains, était structuré par la répartition inégale des bénéfices. Dans un certain sens, l'attention s'est déplacée de la pauvreté,

⁶ Voir, par exemple, Boyer (2015).

au bas de la distribution – où le problème était loin d'être résolu mais où des progrès évidents avaient été réalisés en termes absolus dans de nombreuses régions du monde –, vers les distorsions des économies mondiales et nationales résultant d'un modèle de répartition inégal et de la concentration des revenus et des richesses en leur sommet.

Ce changement de focale s'est appuyé sur le travail de nombreuses institutions et auteurs, notamment: l'Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement de l'Université des Nations Unies (UNU-WIDER) et la base de données sur les inégalités dans le monde (World Inequality Database); Anthony Atkinson et Amartya Sen, dont des articles figurent dans ce numéro du centenaire; Thomas Piketty, dont les deux principaux titres (2013 et 2019) sont devenus des lectures obligatoires pour tous ceux qui travaillent dans ce domaine; Branco Milanovic, et d'autres encore. Ensemble, ils ont transformé la recherche sur les inégalités, en proposant de nouvelles mesures, techniques, données, analyses et options politiques. Grâce à leurs travaux, les milieux politiques reconnaissent largement la nécessité de s'attaquer aux degrés inacceptables d'inégalités, même si la résistance est féroce et les progrès lents.

Les articles de ce numéro montrent que les travaux publiés dans la *Revue* ont accompagné ce mouvement et y ont contribué. Dans la présente sélection, les analyses économiques et sociologiques dominent, mais on peut aussi trouver dans la *Revue* d'autres regards sur les inégalités. Ainsi, Deakin, Malmberg et Sarkar (2014) notent que le droit du travail en général et en particulier les lois relatives à la durée du travail et à la représentation des salariés sont corrélés avec l'attribution au travail d'une part plus élevée du revenu national. Ils citent aussi des travaux antérieurs qui indiquent de quelle façon la négociation collective réduit la dispersion des salaires. On observe aussi depuis longtemps un intérêt pour les instruments, juridiques et autres, de lutte contre les discriminations qui constituent l'une des forces fondamentales à l'origine des inégalités. Cet intérêt est reflété dans un certain nombre d'articles de la *Revue*, notamment sur l'égalité des sexes (qui fait l'objet d'un autre numéro de cette Collection du centenaire), mais aussi en ce qui concerne les peuples indigènes et d'autres catégories sociales victimes d'inégalités de traitement. L'article de Tomei paru dans la *Revue* en 2003 résume les implications, en termes d'inégalités, de la discrimination en matière d'emploi et de profession, en s'appuyant sur un rapport global établi en vertu de la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail de 1998 (BIT, 2003). La sécurité sociale est également un élément important de la lutte contre la pauvreté et les inégalités. De manière plus générale, les préoccupations quant aux inégalités sont un élément essentiel d'une approche du travail et de la société qui soit fondée sur les droits, qui a été une constante dans l'œuvre de l'OIT et que l'on retrouve de façon récurrente dans les pages de la *Revue*.

Ce qui distingue la contribution de l'OIT à la lutte contre la pauvreté et les inégalités pourrait en fin de compte tenir à une meilleure intégration des actions dans ces différents domaines, étant donné qu'elles peuvent se renforcer mutuellement. Il est clair que la *Revue* a aujourd'hui l'occasion de profiter de

sa position en tant qu'outil de première qualité au service d'une réflexion indépendante, au sein de l'OIT, pour explorer plus avant ces questions et consolider les fondements intellectuels et empiriques de la recherche et de l'action dans ce domaine.

Références

- Alarco, Germán. 2016. «Répartition factorielle des revenus et régimes de croissance en Amérique latine de 1950 à 2012», *Revue internationale du Travail*, 155 (1): 83-108.
- Atkinson, Anthony B. 2007. «La répartition des salaires dans les pays de l'OCDE», *Revue internationale du Travail*, 146 (1-2): 45-66.
- . 2015. *Inequality: What Can Be Done?* Cambridge, MA: Harvard University Press.
- Bequele, Assefa, et Rolf van der Hoeven. 1980. «Pauvreté et inégalité en Afrique tropicale», *Revue internationale du Travail*, 119 (3): 387-399.
- BIT. 1976. *L'emploi, la croissance et les besoins essentiels: problème mondial*, rapport du Directeur général du Bureau international du Travail à la Conférence mondiale tripartite sur l'emploi, la répartition du revenu, le progrès social et la division internationale du travail. Genève.
- . 2003. *L'heure de l'égalité au travail: rapport global en vertu du suivi de la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail*, rapport du Directeur général (rapport I (B)), Conférence internationale du Travail, 91^e session, 2003, Genève.
- Boyer, Robert. 2015. *Économie politique des capitalismes: théorie de la régulation et des crises*. Paris: La Découverte.
- Clark, Colin. 1953. «Population et niveaux de vie», *Revue internationale du Travail*, 68 (2): 103-124.
- Deakin, Simon, Jonas Malmberg et Prabirjit Sarkar. 2014. «Droit du travail, chômage et part salariale: l'expérience de six pays de l'OCDE, 1970-2010», *Revue internationale du Travail*, 153 (1): 1-29.
- Hicks, Ursula K. 1936. «Quelques effets de la politique financière sur la répartition du revenu en Grande-Bretagne depuis la guerre», *Revue internationale du Travail*, 34 (5): 636-662.
- Islam, Rizwanul. 1990. «Pauvreté rurale, croissance et politiques macroéconomiques: l'expérience asiatique», *Revue internationale du Travail*, 129 (6): 759-784.
- Kuznets, Simon. 1955. «Economic Growth and Income Inequality», *American Economic Review*, 45 (1): 1-28.
- Lecaillon, Jacques, et Dimitrios Germidis. 1976. «Le rôle des inégalités de revenu dans la dynamique du développement», *Revue internationale du Travail*, 114 (1): 31-47.
- Lee, Peter, et Peter Townsend. 1994. «Une étude des inégalités, des faibles revenus et du chômage à Londres, 1985-1992», *Revue internationale du Travail*, 133 (5-6): 639-658.
- Lu, Ming, et Hong Gao. 2011. «Réforme du marché du travail, inégalités de revenus et croissance économique en Chine», *Revue internationale du Travail*, 150 (1-2): 111-138.
- Paukert, Felix. 1973. «La répartition du revenu à différents niveaux de développement: quelques aspects concrets», *Revue internationale du Travail*, 108 (2-3): 103-134.
- Piketty, Thomas. 2013. *Le capital au XXI^e siècle*. Paris. Éditions du Seuil.
- . 2019. *Capital et idéologie*. Paris. Éditions du Seuil.
- Rodgers, Gerry. 1983. «Croissance démographique, inégalité et pauvreté», *Revue internationale du Travail*, 122 (4): 469-489.

- , Eddy Lee, Lee Swepston et Jasmien Van Daele. 2009. *L'Organisation internationale du Travail et la quête de justice sociale, 1919-2009*. Genève: BIT.
- Rowntree, B. Seebohm. 1901. *Poverty: A Study of Town Life*. Londres: Macmillan.
- . 1921. «Prévention et indemnisation du chômage», *Revue internationale du Travail*, 4 (3): 499-515.
- Sen, Amartya. 1981. *Poverty and Famines: An Essay on Entitlement and Deprivation*. Oxford: Clarendon Press.
- . 1997. «L'inégalité, le chômage et l'Europe d'aujourd'hui», *Revue internationale du Travail*, 136 (2): 169-186.
- Sheehan, Glen, et Mike Hopkins. 1978. «La satisfaction des besoins essentiels: la situation dans le monde en 1970», *Revue internationale du Travail*, 117 (5): 565-585.
- Silver, Hilary. 1994. «Exclusion sociale et solidarité sociale: trois paradigmes», *Revue internationale du Travail*, 133 (5-6): 585-638.
- Stein, Oswald. 1941. «Vers la sécurité sociale», *Revue internationale du Travail*, 44 (3): 255-283.
- Tchernina, Natalia V. 1994. «Le chômage et l'apparition de la pauvreté pendant la réforme économique en Russie», *Revue internationale du Travail*, 133 (5-6): 659-674.
- Tomei, Manuela. 2003. «Sur les notions de discrimination et d'égalité au travail», *Revue internationale du Travail*, 142 (4): 435-452.
- Townsend, Peter. 1979. *Poverty in the United Kingdom: A Survey of Household Resources and Standards of Living*. Harmondsworth: Penguin Books.